

Retour sur les décennies 70-80 : il était une fois le PSU...¹

1) Présentation.

C'est à partir de ma culture PSU et, en celle-ci, de la référence aux luttes et mouvements d'émancipation nationale que je me propose de centrer mon intervention sur l'obsolescence de la gauche et de son hypothétique reconstruction.

Pour cela il me semble indispensable de préciser quels sont les postulats et les principes sur lesquels je fonde mon discours :

- sur une dialectique entre des déterminismes historiques et la capacité des individus à devenir des créateurs d'Histoire, ce que Gramsci résume par l'expression « se sentir supérieurs à l'existant ».
- sur le refus d'un discours performatif à propos du PSU, « truqué » dirait Roland Barthes, dans une sorte d'illusion consistant à tromper les autres et à se jouer soi-même.
- sur le respect des règles que nous acceptons qui fait que le temps accordé ne permet pas de procéder à une analyse de l'évolution du capitalisme international, de la marchandisation du monde par les mécanismes financiers et bancaires, des modifications des rapports de force mondiaux opposant les sous-systèmes qui le composent, du nombre de peuples qui manifestent leurs refus multiples du chômage, de la corruption, des États autoritaires, de la régression sociale, de la pauvreté et de la précarité à tous les étages, des inégalités qui les submergent en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Europe. Même aux USA où les ouvriers de Général Motors ont fait grève pendant 5 semaines (septembre et octobre 2019), ce qui ne s'était pas vu depuis 1970. Déjà, en 2018, des grèves ont éclaté chez les enseignants, le secteur de la santé, l'automobile. À un point inconnu depuis 1986, l'année en cours va vraisemblablement voir une mobilisation massive, comme bilan final de 2019 en ce pays.

Je dois ajouter que je ne m'attarderai sur Mai 68, non pas parce que j'ai écrit un ouvrage qui traite de la place du PSU à cette période, mais parce que, cette année, cela fait un peu « La Momie, le retour ! ». Je propose de m'attarder seulement sur quelques flashes.

Imprévisible : c'est ce qu'a déclaré le sociologue Jean-Pierre Le Goff dans un de ses ouvrages parlant d'une « divine surprise ». Mais le politologue René Mouriaux a subtilement proposé : « Il était impossible de dire 68 se produira. Mais ce que l'on pouvait dire avant, c'est qu'il y avait du grisou ».

En effet, dès l'automne 67 jusqu'au printemps 68, sont apparus beaucoup de conflits sociaux : Dassault, la Rhodia, Sud-Aviation, Berliet-Vénissieux, Sidérurgie Lorraine, Mines de fer, Thomson dans le Nord, la Saviem à Caen, Schneider, Ducellier, agriculteurs bretons, avec de violents affrontements avec les forces de police, la séquestration de patrons et de cadres, des grèves actives avec occupation. Les revendications portaient sur la sécurité de l'emploi, la garantie des ressources, les libertés syndicales, la réduction du temps de travail, le statut des travailleurs postés.

Pour la petite histoire, rappelons que même Rocard avait écrit dans l'hebdo du PSU, *Tribune socialiste*, daté du 18 janvier 1968 : « Tout aujourd'hui donne à penser que l'année 68 sera, pour la gauche, celle de l'épreuve de vérité ». En réalité tout cela aboutira sur le plan institutionnel à un

¹ Texte écrit par Jean-Claude Gillet pour son intervention orale dans un atelier de l'Université d'automne d'Ensemble sur le thème plus général de : « La gauche est-elle obsolète ? Peut-elle renaître ? » et plus spécifique : « Retour sur les décennies 1970-1980 : il était une fois le PSU, il était une fois la Ligue communiste... On en reparle, on en cause... » (31 octobre-3 novembre 2019). La grande partie de ce texte est une synthèse évolutive des écrits du PSU (congrès, colloques, entretiens, articles et autres documents). J'y avais inclus d'autres références qui entraient dans le cadre de la problématique centrale. Le temps imparti pour cette intervention n'a pas permis de proposer l'ensemble des réflexions présentées ici.

accord PC/PS en 1972 avec le Programme commun, véritable chimère, dont on pourrait dire, paraphrasant Homère, qu'elle était : « Lion par devant, serpent par derrière, chèvre au milieu ». Le Programme commun aboutira donc à son explosion en 1977.

Je vous rappelle, si c'est nécessaire, que certains rapports des Renseignements Généraux ont catégorisé, à l'époque, le PSU comme « le chef d'orchestre clandestin » de Mai 68. On peut en rire. Disons cependant que, de façon plus modeste, mais bien réelle, je reprends à mon compte cette phrase du sociologue et néanmoins camarade Jean-Louis Cardi : « Quoi qu'il en soit, les faits sont là : l'UNEF, les ESU et le PSU se trouvaient au bon endroit au bon moment ».

Ce n'est pas l'avis de tout le monde, évidemment. Qu'on en juge :

- Alain Geismar, Serge Julyet ErlyneMorane (pseudo d'un militante CFDT, Évelyne Haas), dans leur ouvrage publié en 1969, *Vers la guerre civile*, décryptent 3 courants qui ont compté en Mai 68 :

- Un front PSU/CFDT/UNEF/JCR exprimant le spontanéisme de la société petite-bourgeoise étrangère à l'idéologie du prolétariat. Ce courant « social-moderniste » se retrouve dans un tract de l'UJCML publié le 7 mai 1968 : « La Social-démocratie(PSU, SFIO, trotskistes, bureau de l'UNEF) a très tôt, tenté de tirer parti du mouvement des étudiants. Elle a pour objectifs de maintenir les étudiants isolés de la classe ouvrière et de limiter le mouvement à des objectifs réformistes... Ces objectifs sont reflétés par la ligne politique réactionnaire suivie ces derniers jours par le Bureau de l'UNEF ».

Cet ouvrage met particulièrement en avant la « trahison du PSU » et l'exemple retenu est de lui de la « prise de contrôle du comité de coordination des comités d'action à Paris par le PSU et son allié la JCR ».

- Le courant « revendico-parlementariste » PC/CGT.
- Le Mouvement du 22 Mars, Servir le Peuple et les comités d'action.

- Jean-Pierre Le Goff, dans *Mai 68. L'héritage impossible*, observe pour sa part trois pôles :

- Le pôle autogestionnaire
- Le pôle culturel et libertaire
- Le pôle néo-léniniste.

2) Le pôle autogestionnaire.

C'est celui sur lequel il faut revenir pour mettre en écho, par la suite, les aspirations démocratiques d'hier avec celles d'aujourd'hui.

Le 16 mai, la CFDT publie un communiqué à l'unanimité du Bureau confédéral². Il fera date car on peut y lire notamment qu'à la « *monarchie industrielle et administrative il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion* ». Ce thème sera repris quelques heures plus tard par Edmond Maire, membre du bureau confédéral, responsable de la fédération de la chimie, lors d'une déclaration à la presse : « L'autogestion... c'est le sens profond qu'il faut donner à la révolte des étudiants contre une université féodale et mandarinale aussi bien qu'à la révolte des travailleurs contre l'entreprise pénitentiaire. C'est le refus de l'autoritarisme et une volonté profonde de démocratie dans l'entreprise ».

Deux jours plus tard, Michel Rocard repère dans le mouvement une volonté d'« établissement de véritables structures de pouvoir populaire pour les étudiants, les ouvriers, les agriculteurs,..., vers un

² Albert Détraz, responsable du secteur politique du Bureau confédéral, passe pour avoir joué un rôle important dans cette rédaction.

pouvoir socialiste », pour des formes de société nouvelle « affirmant à tous les niveaux des pouvoirs de contrôle et de gestion ».

On trouvera d'autres expressions utilisées par le PSU : « participation collective », « démocratie directe », « double pouvoir », mais la première référence à l'autogestion, lors de cette période, est issue d'un édito de Michel Rocard dans *Tribune socialiste* le 13 juin 1968 et ce n'est qu'au congrès du PSU à Dijon en 1969 que Rocard l'utilisera à la tribune du congrès.

Pourquoi un tel retard ? D'abord parce qu'il existe des tensions internes autour de cette perspective autogestionnaire : certains des membres du BN du PSU, des ESU et même du BN de l'UNEF craignent l'intégration possible, sinon probable, de l'autogestion dans le capitalisme et préfèrent une référence à la dictature du prolétariat. Et une fois le Mouvement de Mai terminé, c'est la notion de contrôle ouvrier qui deviendra un axe stratégique dans les entreprises pour tout le parti, après n'avoir été porté que par quelques protagonistes au sein du PSU.

Il faut tenir compte aussi du fait que les jeux des acteurs sont complexes : Michel Rocard a des liens forts avec Edmond Maire qui est au PSU et ce parti a une influence non négligeable, même si elle n'est pas déterminante, à la CFDT (on le voit notamment à Charléty le 27 mai). Sont notamment au PSU Marcel Gonin, membre du bureau confédéral ; Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire de la fédération CFDT des services ; Gilbert Declercq, secrétaire du comité régional CFDT des Pays de Loire ; Fredo Krumnov, secrétaire de la fédération CFDT Hacuitex, etc. Ce dernier a déclaré pour sa part à propos des occupations d'usines : « De garder les biens des autres fait plus facilement comprendre que le bien n'aurait pas besoin de propriétaire ». Il ajoute : « C'est autrement plus important, cette prise de conscience, que les bagarres de rue et les barricades ».

Quelques années plus tard, Charles Piaget et Roland Vittod pourront affirmer qu'à LIP « l'auto-organisation de la lutte, la pratique de l'AG sont les enfants de Mai 68 ».

On peut alors laisser entendre qu'une pensée à tendance anarchiste ou plutôt libertaire, conseiliste, valorisant l'idée de l'auto-gouvernement et celle de la démocratie directe sont des exigences anciennes réactualisées en Mai 68, tout au moins selon Cornélius Castoriadis. C'est « l'entrée dans une phase instituante et d'un nouvel imaginaire social au travail ». En même temps Lucio Magri, co-fondateur d'*Il Manifesto*, explique que Mai 68 était la manifestation profonde « d'une révolte », mais pas « l'expression d'une alternative ». Comme le suggère avec finesse le sociologue Raymond Ledrut : « La décomposition ne fait pas une recomposition naissante ».

Comment peut-on s'y prendre ou plutôt quelles perspectives peut-on tirer pour aujourd'hui de l'expérience du PSU à propos de la praxis autogestionnaire ?

3) Quelles fins, quel projet, quelle direction dans cette crise géopolitique, économique, sociale, etc. ?

Dit autrement, quelles réponses donner aux questions suivantes : « Que faire vers quel projet de société ? Quelles lignes de force immédiates ? » ? « Quelles fins ? » ai-je écrit dans le titre de cette partie pensant ainsi à Sartre qui disait : « Le rapport aux fins est une structure permanente des entreprises humaines » (*Critique de la raison dialectique*).

En même temps, comment ne pas prendre en compte que nous vivons dans des temps et des lieux d'incertitude, que le modèle de la société clefs en main est fini, que le réchauffement climatique nous harcèle, pendant que *Le Manifeste communiste* nous invite à continuer à réfléchir et à agir pour en finir avec les « eaux glacées du calcul égoïste ».

31. Petit retour en arrière pour illustrer cette démarche : l'exemple du Contre-plan du PSU.

En fin 1964, le PSU propose un contre-plan, avec d'autres démarches politiques, d'autres objectifs économiques et sociaux que ceux proposés par le système gaullien, élaborant alors de façon technocratique le V^{ème} Plan. L'idée est de démontrer que d'autres choix sont possibles, sans se limiter à un simple refus ou désapprobation.

Puis, à partir de 1968 et surtout après le départ de la minorité rocardienne vers le PS, le PSU va tenter de penser une approche révolutionnaire pour l'ensemble de la société : il s'agit des thèses autogestionnaires dans une perspective de type praxéologique mettant en tension une pratique théorique avec des pratiques militantes, tentant ainsi de comprendre les conflits marquants de cette époque : LIP, Larzac, Joint Français à Saint-Brieuc, OS de Renault, luttes antinucléaires à Creys-Malville et Nogent-sur-Marne (notamment), lutte nationalitaire en Corse, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, pour les droits des femmes et pour celui des immigrés, etc.

Le PSU avait considéré Mai 68 comme une genèse essayant de poser les jalons d'une autonomie de l'action populaire, ouvrière, paysanne, étudiante, féministe, écologiste. Après la période agitée du projet de construction du parti révolutionnaire, le PSU, ayant vu disparaître ses composantes néo-léninistes ou maoïstes, espérait pouvoir participer à la construction d'un parti de type nouveau, respectant le développement de cette conscience autonome dans les mouvements de lutte par leurs expériences réfléchies par les acteurs eux-mêmes ou dans un lien que le PSU aurait à définir avec eux., dans une organisation politique à la fois lucide, attentive, complice avec le mouvement social et modeste à la fois. C'était alors l'utopie marchante du PSU.

Et cette espérance coïncidait, semble-t-il, avec une des rares qualités du PSU, celle d'avoir mis en exergue la question du pouvoir. La fameuse affiche PSU en Mai 68 "Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant, pouvoir au peuple" en fut la ligne de départ symbolique qui mêlait contestation et anticipation, plaçant cette question du pouvoir au centre du projet de société à venir.

Parmi les nombreux documents écrits sur ce thème et adoptés par le PSU, deux sont à retenir : *Le Manifeste. Contrôler au jourd'hui pour décider demain*, ouvrage publié en 1973 après le congrès de Toulouse de fin 1972 et *Pour vivre, produire et travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, ouvrage publié en 1978, issu d'un collectif de militants.

32. Synthèse du projet autogestionnaire

C'est d'abord le refus de la toute-puissance de l'État que la bourgeoisie a historiquement modelé en fonction de ses intérêts. Le projet alternatif, c'est celui d'une société où les hommes et les femmes sont capables de prendre en mains leurs propres affaires, de décider eux-mêmes pour ce qui concerne leur travail, leur vie quotidienne, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations, etc.

En conséquence, les multiples rôles et statuts existants dans la société sont concernés par cette démarche : les travailleurs et travailleuses, les consommateurs/trices, les habitant/tes, les usagers des services publics, les parents d'élèves, les élèves et étudiants, les acteurs de la culture et des loisirs, etc.

Les objectifs opérationnels d'un tel projet sont :

- La fin de la détérioration des conditions de vie
- Le combat contre les inégalités de salaires et de revenus et contre la ségrégation sociale et spatiale, sexuelle, culturelle, etc.
- Le refus de la destruction de l'environnement et le gaspillage des ressources
- La recherche d'une croissance maîtrisée
- La fin du règne de la marchandise et de l'accaparement du profit par une minorité
- L'arrêt de la logique productiviste

- La remise en cause de la division du travail

- La disparition du salariat

-La substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes, de telle sorte que « l'autorité politique de l'État entre en sommeil » (Engels dans *L'anti-Dühring*). Loin d'être dans l'illusion, Engels affirme aussi que « le détruire d'emblée signifierait détruire la seule organisation avec laquelle le prolétariat victorieux exercerait le pouvoir qu'il vient de conquérir ».

Cette réflexion entre en écho avec l'expression plus radicale de Marx dans une lettre à Kugelmann, son ami, avec lequel il débattait sur bien des sujets : l'État doit être « brisé » et « mis en pièces. Le débat sur les temps de la coercition et ceux de la simple gestion n'a pas lieu d'être ici, mais je ne l'oublie pas dans la réflexion sur les questions de la transition d'une société à une autre.

Concrètement cela signifie dans les entreprises (industrielles, agricoles et de services) l'instauration d'une démocratie liée à des décisions effectives portant sur les : normes, cadences et organisation des tâches, objectif de production par produit, embauche, promotion, paye, partage des résultats, rotation des fonctions, plan d'investissement, égalité H/F, lutte antihiérarchique, hiérarchie des revenus de 1 à 5 avant impôt, réduction de l'intensité du travail et de la pénibilité. Décisions aussi sur l'hygiène, la sécurité, le confort, le nombre d'équipes, le refus de la parcellisation des tâches et de la déqualification qui en découle avec ses effets de précarisation. Remise en cause des temps partiels non désirés, de l'ubérisation, de l'auto-exploitation des auto-entrepreneurs. Pour la recherche d'une technologie qui modifie réellement les conditions de travail en tenant compte de l'ergonomie et de l'écologie (je renvoie ici aux enjeux de l'automatisation, à l'ouvrage de Pierre Naville *Le nouveau Léviathan. 1. De l'aliénation à la jouissance. La genèse de la sociologie du travail chez Marx et Engels*, avec une préface de Pierre Cours-Salies), sans occulter donc les questions liées à l'Intelligence Artificielle et à la robotisation.

Je n'oublie pas bien sûr la réduction du temps de travail, dont Marx disait : « Le temps libre, voilà la vraie richesse ». Il ajoute dans les *Grundrisse* : « Ce n'est plus... la durée du travail, mais le temps libre (temps disponible) qui est la mesure de la richesse. Utiliser le temps de travail comme mesure de la richesse, c'est fonder cette même richesse sur la pauvreté (...) et placer la totalité du temps de l'individu dans le temps de travail, en le rabaisant par là au niveau du simple travailleur, en le subsumant sous son travail. Les machines les plus hautement perfectionnées forcent ainsi le travailleur à travailler plus longtemps que ne le faisait le sauvage, ou plus longtemps que lui-même ne travaillait avec les outils les plus primitifs, les plus simples ».

Tout cet ensemble de propositions, recommandations, aspirations, exigences, concerne :

- l'utilisation du progrès technique allant dans le sens de la suppression maximum du travail humain

- le développement d'une structure de besoins identifiables vers une consommation évitant les excès et le gaspillage de production qui caractérise les systèmes actuels

- une élévation continue et générale du niveau culturel afin que le maximum d'individus trouve dans le temps libre les possibilités maxima d'épanouissement individuel et collectif.

En effet, avec la recherche de l'abolition progressive de la division du travail, l'autogestion du temps social devient un objectif central du socialisme³ autogestionnaire en vue d'aboutir, sinon à la disparition complète du travail, tout au moins à le réduire au point que la proportion temps libre/temps contraint avec ses multiples obligations, soit totalement inversée.

Il faut ajouter que dans de nouvelles conditions sociales, une partie des activités qui entrent aujourd'hui dans le domaine du travail, notamment certaines activités scientifiques, éducatives,

³ Je reviendrai plus loin sur cette notion.

culturelles, sociales, écologiques et, pourquoi pas, artisanales, pourraient être intégrées par choix dans des activités de temps libre.

Le philosophe Victor Leduc, ancien PSU, disait : « En échange de biens de consommation qui enrichissent leur vie, les individus ne vendent pas seulement leur force de travail, mais aussi leur temps libre » et Marcuse dans *Éros et civilisation* note que les humains ont d'innombrables gadgets qui les occupent et détournent leur attention de la vraie condition de leur société, qui les empêche de se rendre compte qu'ils pourraient à la fois travailler moins et déterminer leurs propres besoins et leurs propres satisfactions ».

Bien sûr progrès technique au service de la femme et de l'homme, maîtrise de la consommation, développement du temps libre, sont conditionnés par un autre type de société et surtout une autre forme juridique de la propriété : ce que l'on peut appeler la propriété sociale (question centrale du dernier ouvrage de Thomas Piketty, *Capital et idéologie*) entre en interaction avec la planification sociale qui se substitue de façon radicale aux lois du marché et devient une logique politique qui résulte de l'orientation déterminée par les travailleurs/euses, les consommateurs/trices, les habitants/tes rassemblés/es dans les conseils qui sont les organes de pouvoir populaire vers une rupture avec le système institutionnel, répressif et internationalisé sous sa forme actuelle favorable aux capitalistes et aux dominants.

Cette propriété sociale devra passer vraisemblablement par une transition empêchant par exemple le cumul de milliards pour une seule personne, avec une indispensable appropriation collective du crédit et un contrôle du commerce extérieur, vers en même temps une propriété collective et directe du capital social, des sols et moyens de production. Les droits de possession sont ainsi transférés par la collectivité aux travailleurs des entreprises avec une interaction évolutive entre :

- des nationalisations sous contrôle ouvrier (avec droit de veto)
- un contrôle des nationalisations par les organes centraux de planification
- un contrôle populaire sur les services publics
- l'encouragement à des formes coopératives, associatives, à des régies nationales ou municipales, au développement du "tiers secteur" hier, l'économie sociale et solidaire aujourd'hui : toutes ces structures contrôlées dans le cadre de la planification locale, régionale, nationale.

4) Existe-t-il des risques dans la mise en œuvre de cette alternative ?

Bien sûr. Évitions l'angélisme naïf :

- des risques de prise de contrôle par les experts
- le retour d'une forme techno-bureaucratique par l'apparition d'un nouveau Léviathan. D'où la nécessité de détruire « la tradition qui hante le cerveau de l'homme » (Marx dans les *Écrits philosophiques*).
- des risques de manipulation par un individu ou plusieurs regroupés, avec des formes d'entrisme, de captation par le jeu des influences
- des risques de conflit entre de multiples instances : tensions et contradictions possibles des choix d'orientation sur les objectifs et les moyens issus de la production, de la consommation, des services, entre les différents peuples composant le pays, sur les droits concernant les relations entre les femmes et les hommes, les questions liées à la procréation, au genre et à toute autre question sociétale.

On peut cependant penser que la pratique de l'autogestion est un axe unificateur qui n'exclue pas les conflits, mais cette auto-organisation de la vie sociale en général est une nouvelles forme de

politisation globale qui va, en changeant les pratiques, apprendre des modalités de résolution des oppositions de façon plus démocratique et plus pacifiée.

La pratique de l'autogestion est sa propre éducatrice : « Tout pas en avant, toute progression réelle importe plus que 12 programmes » rappelle Marx dans une lettre à Wilhelm Bracke. C'est-à-dire que les femmes et les hommes découvrent qu'ils sont non seulement les experts de leurs pratiques, mais qu'en plus s'opère le remplacement de la démocratie bourgeoise par des formes de démocratie directe dans l'autogestion.

Ces remises en cause possibles de l'autogestion doivent être combattues en favorisant les liaisons horizontales, dans un cadre territorial à déterminer, aussi bien entre les conseils de producteurs (ouvriers et paysans), les conseils divers existant dans la même base géographique, avec les conseils d'habitants et environnementaux (contrôle de l'utilisation de l'espace, protection des sites naturels, préservation de la santé des habitants, transports, politique du logement, de la vie culturelle), en liaison avec les conseils communaux qui contrôlent non l'opportunité des décisions, mais le respect de la légalité et des plans. Sont aussi concernés la distribution, la consommation avec des usagers qui contrôlent les prix, la qualité des produits, leur quantité, vers le « consommer autrement ».

La recherche d'autres modes de consommation visera à :

- améliorer la qualité de la vie
- ne pas prioriser l'accroissement des biens disponibles en refusant aussi le pillage des ressources naturelles, en favorisant le recyclage
- imaginer des villes différentes remettant en cause les temps et modes de transport, la concentration des habitants, les pollutions, les bruits, la ségrégation, l'hypertrophie de certains quartiers, cités, métropoles, régions, alors que d'autres se vident ou sont voués au tourisme transhumant.
- refuser l'extension de contrée ou pays à monoculture : maïs, vigne, céréales...
- inverser la réduction éventuelle de la forêt et son appauvrissement
- combattre le réchauffement climatique, l'exode rural, la destruction des sols.

En résumé, ceci signifie opérer des choix économiques, industriels et agricoles compatibles avec le « vivre autrement », le respect des milieux naturels, notamment végétaux, l'interdiction des pesticides, des fongicides, de l'exploitation abusive des carrières, des sables. Cela sera une bonne façon de rompre avec l'idéologie du rendement allant avec celle de la soi-disant élite.

Il existera donc :

- une liaison horizontale des collectifs autogérés, intégré dans des ensembles communaux, d'agglomération, de département, de régions (sans oublier la prise en compte de l'autonomie des décisions pour les peuples de l'hexagone, de la Corse et de l'outre-mer avec le droit reconnu à l'autodétermination : j'y reviendrai).
- des votes après débat(s) qui seront la source du pouvoir
- des négociations en cas de conflit seront nécessaires : il faudra prévoir des procédés et des procédures (du consensus au compromis selon les situations), avec des délégués temporaires, contrôlés dans cette verticalité des temps de recherche de résolution des conflits et soumis à rotation systématique dans un retour au niveau horizontal.

La cohérence de ces dispositifs s'exprime ici encore à travers la planification sociale dont les instruments viseront à permettre l'élargissement de l'autogestion à tous les niveaux et la transformation des rapports sociaux. Les entreprises autogérées doivent respecter les décisions qui

résultent de la planification démocratique (locale, régionale, nationale, voire plus), elle-même synthèse à ces différents niveaux de l'expression des besoins, des projets exprimés par les organes de base de l'autogestion.

De cette synthèse se dégageront vraisemblablement des positions diverses et des choix à opérer renvoyés aux organes de base (avec des options différentes possibles par exemple sur les objectifs de production, sur les choix environnementaux, l'enseignement, la santé, les transports, l'habitat, la consommation, les besoins sociaux, etc.), avec, à terme, une distribution des ressources la plus directe possible, combinée avec une localisation de proximité, et vers une gratuité au bout du processus. Un vote devra intervenir par consultation générale (pouvoir de décision toujours horizontal au final) et par la suite le plan deviendra exécutoire.

Je ne peux m'empêcher d'évoquer ici cette phrase d'Engels à propos de la Commune de Paris : « Le décret le plus important de la commune instituait une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs de chaque fabrique, qui devait aboutir au communisme ».

Un projet de société, certes, mais sans stratégie adéquate, il n'est qu'illusion.

5) Quelle stratégie ?

Beaucoup à gauche occultent une réflexion théorique sur le renversement du capitalisme, l'analyse des classes sociales, la question de la prise du pouvoir, de la transition au sens de cette période de double pouvoir à instaurer, de contrôle populaire vers le socialisme, disait hier le PSU.

D'ailleurs le socialisme serait-il à jeter aux oubliettes sous prétexte que d'autres acteurs dans l'histoire l'ont défiguré ? Ou bien faudrait-il en passer par la réinvention de l'eau chaude avec ces notions molles du "vivre ensemble", du "lien social", voire "des biens communs" ?

Pour ce dernier, ne serait-ce pas dans son usage un effet de mode qui est en même temps une façon de refuser l'héritage de ce qui s'appelle chez Marx le "communisme" sous prétexte que Staline et d'autres seraient passés par là ? Et pourtant les statuts de la Ligue des communistes créée le 9 juin 1847 indiquent : « La Ligue a pour objet l'émancipation des hommes de leur esclavage par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et l'introduction pratique le plus tôt possible de celle-ci ». Le projet de programme adopté le même jour pose la question de savoir comment les communistes veulent-ils atteindre leur but (question 3) ? Réponse : « En abolissant la propriété privée dont la communauté des biens prendra la place ».

Le communisme, c'est donc assurément redistribuer les biens communs à toute la société : les ressources naturelles, les ressources liées aux savoirs, au patrimoine, à la culture, etc., gérés par des communautés avec des règles nouvelles. Il existe donc aujourd'hui beaucoup de motifs pour revendiquer, pour lutter parfois pour sa survie, pour se révolter de façon plus ou moins sporadique, mais peu de perspective d'un projet alternatif crédible et dynamisant les mouvements.

Certes, comme l'ont expérimenté certains gilets jaunes, « el camino se hace caminando » comme le proposait le poète Antonio Machado. Une conscientisation peut s'opérer par la pratique, mais combien de formes d'action se dissolvent-elles dans une mobilisation sans issue perceptible, faute de s'appuyer sur une idéologie de référence, une représentation du monde et une démarche pour le transformer ? Et par ailleurs, les organisations, les partis qui soutiennent tel ou tel mouvement, ont-ils actuellement d'autres choix que le suivisme ou la dilution ? Par-delà quelques cas rares mis en exergue parfois, combien de liens puissants et permanents entre les secteurs en lutte ?

Il faut pour tous ceux qui aspirent à un réel changement une réflexion théorique partagée, une stratégie concertée, une tactique mobile et opératoire. Sur quoi ? Sur le bloc de pouvoir capable de donner sens à une transformation sociale, vers une alternative socialiste autogestionnaire disait le PSU.

À cet égard, il faut souligner que les expériences locales ne suffiront pas à construire à elles seules cette alternative, même si elles sont utiles, voire nécessaires tels des îlots de sauvegarde, parfois de résistance.

Prenons l'exemple du Pays basque qui n'est pas sans intérêt dans ce type de démarche.

L'exemple du Pays Basque-Nord (Iparralde)⁴

- 2017. Création de la CAPB (Communauté d'Agglomération du Pays Basque) avec 158 communes pour plus de 300 000 habitants.
 - En 1969, la 1^{ère} ikastola avec 5 élèves : 50 ans plus tard, 36 ikastolas dont 31 écoles primaires, 4 collèges, un lycée, soit 4 000 élèves.
 - La société Herrikoa, société de capital-risque, société de développement, pionnière dans l'investissement solidaire, premier partenaire de 338 entreprises soutenues, avec la création ou le maintien de 3277 emplois directs.
 - La chambre d'agriculture du Pays Basque à l'initiative du syndicat basque ELB (Euskal herriko Laborarien Batasuna, adhérent à la Confédération paysanne). Elle promeut une agriculture paysanne et durable, créant des filières locales (viande notamment pour la restauration collective, blé pour le pain local, etc.). Par ailleurs, deux fois plus de jeunes s'installent en Pays Basque que la moyenne nationale. Il existe une association de producteurs fermiers, des AOP, des AMAP (33).
 - Établissement Public Foncier pour permettre le financement d'un fonds par l'impôt sur les droits du sol, offrant ainsi la possibilité aux collectivités d'acquérir des terrains. Un exemple : la petite commune de Mendionde avec 850 habitants a converti 35 hectares de terres agricoles en bio depuis 2009 avec une gestion directe par la commune et 10 autres en Société coopérative d'intérêt collectif.
- Son école est le centre d'un regroupement pédagogique intercommunal avec 110 élèves en moyenne depuis 10 ans. École publique, mais aussi école associative privée, une ikastola : 8 élèves en 2010, 70 en 2019, avec une cantine bio qui offre 150 repas en moyenne par jour, fournie notamment par les produits des maraîchers locaux.
- Enfin la monnaie l'Eusko est apparue en 2013. C'est la monnaie locale la plus importante d'Europe. Tous les euros échangés partent vers le financement de projets écologiques ou paysans, des commerces de proximité, pour la défense de la langue, etc. La CAPB y est affiliée.

Mais pour que ce type de projet de société devienne dominant et fasse reculer, puis submerge la société capitaliste, il faut une démarche autrement plus offensive et généralisée. Bref, une alternative, en définitive, c'est quoi ? :« C'est l'acte par lequel un ensemble de forces historiques mûries depuis longtemps prend finalement en charge la direction de la société et lutte sans attendre pour sa transformation, selon une direction déjà en partie définie et avec des forces déjà en partie préparées» (Lucio Magri, 1973, *Chemin possible vers le pouvoir*).

6) L'expérience du PSU

⁴ Cet encart est écrit à partir des éléments d'une intervention de Lucien Betbeder, maire de Mendionde, parue dans le n° 2620 d'*Arriti*, hebdomadaire Nationaliste Corse.

En quelques mots, de 1965 à 1968, la stratégie du PSU s'appellait le "Front socialiste" distinguant celui-ci des stratégies de "Front populaire", "Front Républicain" ou "Union démocratique". Mais la période de Mai 68 a rendu obsolète cette stratégie.

Dans les années 70, le PSU portait sa réflexion sur le fait que l'alternative socialiste évoquée plus haut ne pouvait se faire qu'avec « un contenu politique élevé », prenant en compte des modalités nouvelles, autonomes et distinctes de problèmes anciens : ceux de l'école, des femmes, de l'agriculture, de la jeunesse, de la culture, aspects parfois identifiés comme séparés d'une contradiction centrale entre le capital et le travail.

Il s'agissait alors de créer une nouvelle alliance de forces alternatives. Actualité exprimée avec force encore aujourd'hui, par exemple dans le slogan récent des palestiniens et palestiniennes au cours de manifestations, suite à des violences faites aux femmes : « Vous ne pouvez pas libérer la terre sans libérer aussi les femmes ».

Le Front autogestionnaire (FA) fut donc créé en 1978, avant les législatives, avec le slogan : « Écologie, droits des femmes, autogestion ». Une réunion-bilan eut lieu à Poitiers les 6 et 7 mai 1978 regroupant les comités locaux du Front. *Tribune socialiste* en rend compte 10 jours plus tard, avec une tribune libre écrite par mes soins. En voici quelques extraits : « C'est bien le problème de l'unité (des travailleurs et des différents secteurs de lutte) qui est le problème n°1 après les élections... Et l'on agite comme un hochet la coordination des luttes, sans voir un seul instant que la coupure entre les luttes sociales et politiques, entre les luttes institutionnelles (la question de l'État) et les nouvelles formes d'expérimentation sociale s'expliquent par l'absence d'une organisation politique de masse pour l'autogestion... Il ne peut y avoir de société socialiste autogestionnaire sans remettre en cause la croissance, le nucléaire, la nature des objets consommés, etc., et d'autre part, il est vain d'espérer de réels changements dans les domaines des luttes des écologistes, des femmes, des soldats, des magistrats, etc., sans un lien profond avec la classe ouvrière... On retrouve dans le Front une opposition entre les "utopistes réalistes" et les "utopistes idéalistes". Les premiers pensent que les luttes d'aujourd'hui tracent les grandes lignes de la société de demain, mais que le passage d'une étape à l'autre implique la médiation de la lutte politique, c'est-à-dire la conquête du pouvoir par les travailleurs, par la prise et la destruction de l'État bourgeois ; les seconds pensent que l'on peut vivre dès aujourd'hui l'autogestion dans ses luttes et sa vie collective et individuelle... Vieux clivage, aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même... ».

Le Front fut un échec électoral et un échec politique, car le regroupement des forces en son sein fut très allégé : le MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente, les Amis de la Terre, le PSU avec ici ou là des groupes de femmes, de jeunes ou d'autres catégories de citoyens dans quelque situations locales).

Le plateau des personnalités rassemblées en soutien au FA était pourtant flatteur pour le PSU : Michel Louis (secrétaire national de la CSCV), Piaget et Raguénès pour Lip, les Pasteurs Casalis et René Cruse (membre du Mouvement International pour la Réconciliation), les sociologues Paul-Henry Chombard de Lauwe, Jean Duvignaud, Henri Lefebvre, le prêtre Robert Davezies (militant anticolonialiste des réseaux Jeanson à l'Angola), l'acteur Alain Cuny, Pierre Jalée (auteur de l'ouvrage *Le pillage du Tiers-Monde*), Henri Laborit, Armand et Simone Mattelart (sociologues de la communication), les écrivains Maurice Nadeau et Serge Rezvani, Haroun Tazieff, et le général Jacques Paris de la Bollardière.

Beau plateau, mais résultat final décevant pour le Front : 1,61%. Il faut dire que l'écologie politique est présente, ainsi que Lutte ouvrière et la Ligue Communiste. PC et PS font, séparément, 43%.

C'est le signe d'un déclin du PSU qui va devenir irrémédiable. Le Front a incarné la difficulté qui existe à mettre en commun des convictions politiques globales et des revendications identitaires. Par

exemple le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) écrit dans le journal *TOUT*, journal de Vive la Révolution (VLR), n°12 : « Le pouvoir que nous revendiquons est celui de nous réaliser ».

Il fut donc difficile au Front de trouver un langage et une stratégie unificateurs des fronts de l'exploitation (les rapports sociaux de production), de l'oppression (la domination par des pouvoirs autoritaires) et de l'aliénation (la réification de l'individu).

Dans tous ces collectifs, des subjectivités voulaient s'affirmer dans l'histoire du temps avec la recherche de nouveaux droits, permettant aux individus de s'affirmer dans leurs dimensions politique, anthropologique et personnelle à la fois. Le privé est devenu politique (exemple : « *Notre corps, nous mêmes* », slogan et ouvrage du collectif de Boston pour la santé des femmes en 1977).

Le sociologue Jacques Ion pense qu'après le modèle historique de "l'affiliation", modèle centralisé et vertical que l'on connaît encore dans le mouvement ouvrier et syndical, dans l'éducation populaire institutionnelle, la société est en présence aujourd'hui d'un comportement nouveau, celui qu'il appelle le modèle de "l'affranchissement" qui valorise la libre association des personnes selon un modèle horizontal : « Le sujet collectif apparaît au cours de l'action ». Pensons aux différentes initiatives sans ou hors des organisations syndicales et politiques (marche climat, action de décrochage des portraits de Macron ou des braquages de chaises de la Société Générale, les actions d'Alternatiba, des Gilets jaunes, de multiples collectifs éphémères convoqués par les réseaux sociaux, etc. L'historien Michel Winock (dans *Sud-Ouest* du 21/9/2019) voit se dégager en même temps une « enflure du Moi » avec beaucoup d'indétermination, d'incertitude et d'imprévisibilité quant « aux buts et moyens de l'action ».

Le même Jacques Ion, associé aux sociologues François de Singly et Philippe Corcuff (*Politiques de l'individualisme entre sociologie et philosophie* en 2005) prolonge sa réflexion en soulignant que « la question de l'association de la justice sociale et de l'individualité semble un chantier majeur pour la gauche ». Cette recherche d'une rencontre entre l'autonomie de la singularité et des rapports plus diversifiés dans l'engagement collectif est à prendre en compte.

Cette problématique est-elle nouvelle ? Pas vraiment. Marx et Engels dans *Le Manifeste du parti communiste* n'ont-ils pas affirmé : « Le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous », et non l'inverse ? Mais de nos jours cette réaffirmation d'une nouvelle forme de la dialectique du je et du nous, du moi et des autres, est réinterrogée par de nombreux autres sociologues de Michel Wiewioka à Bernard Lahire en France, en passant par Ulrich Beck lequel voit émerger un « individualisme altruiste », car « celui qui vit pour soi vit forcément sur un plan social ». La tendance par ex. à la relocalisation face à la mondialisation irait dans ce sens pour prendre en compte l'individu dans sa proximité.

Dans un autre registre, le neuro-psychologue Miguel Benasayag martèle la complexité des projets humains : « Dans une époque comme la nôtre, la seule éthique révolutionnaire, c'est de s'engager dans l'ignorance ». Il complète ainsi son propos : « Un autre monde est possible. Certes, mais qu'est-ce que le possible, qu'est-ce que le réalisable ? Est-ce un horizon pour l'utopie ? ». Raymond Ledrut, autre sociologue, affirmait pour sa part : « La pensée révolutionnaire contient... syncrétiquement de l'idéologie et du scientifique, de l'utopique et du positif, du mythique et du technique ».

Dans le jeu des acteurs multiples, une révolution est une aventure avec du contingent, du fortuit, du fluctuant, de l'aléatoire, de l'équivoque, de l'éphémère, de l'approximatif, du variable. Comme l'exprimait déjà le socialiste Nikolai Tchernychevski (mort en 1889) : « L'action politique, ce n'est pas un trottoir de la perspective Nevski » (absolument rectiligne à Saint-Pétersbourg).

7) Le bloc de pouvoir.

71. Une autre interrogation se pose à propos de ce qu'est un bloc de pouvoir insuffisamment travaillée dans ce texte. Quelles sont les catégories, les couches, les segments de la société dont ce bloc se

réclamerait pour construire une autre société et non un simple front du refus éclaté et polyphonique, voire dysharmonique ?

Le seul soutien d'une majorité de salariés au mouvement de Mai 68 a prouvé que cela ne suffisait pas.

Dans l'ouvrage qui est le résultat en 1978 de la pensée du PSU intitulé *Vivre, produire et travailler autrement*, il est fait référence à la généralisation des rapports marchands qui transforme en prolétaires des travailleurs qui, s'ils ne participent pas à la production directement, permettent au capital financier et commercial de s'approprier et augmenter sa part de plus-value. Pas d'accumulation possible sans le travail des employés de banque, des postiers, des salariés des hypermarchés, des salariés du transport, auxquels on peut ajouter ceux des plateformes téléphoniques, des uberisés, des auto-entrepreneurs qui s'auto-exploitent, sans oublier tous les détenteurs de CDD, de temps partiel non choisis, d'intérimaires, de stagiaires, sans occulter les invisibles derrière leurs écrans aux payes squelettiques et sans protection sociale, ni les chômeurs (cette armée industrielle de réserve dont parle Marx), bref de tous ceux qui sont une manne pour le capitalisme.

Et tous ces agriculteurs, artisans, commerçants, employés en voie de prolétarisation, certains jeunes sans espérance parce que sans avenir, des retraités parmi les plus modestes, des femmes à domicile qui, sans reconnaissance sociale, participent par leur activité à la reconstitution de la force de travail de leurs maris ou de leurs compagnons, les familles monoparentales, les sans-papiers clandestins, etc.

72) Il est un autre secteur encore ignoré ou refusé par une partie de la gauche parce qu'il fait clivage, c'est celui des peuples subissant une exploitation, une colonisation et une oppression nationale.

Avec le rapport intitulé *Décoloniser la province* de Michel Rocard, le PSU avait compris dès 1966 (à peu près en même temps que l'occitaniste Robert Lafont qui en 1967 fait paraître *La révolution régionaliste*) l'enjeu concernant non seulement nos colonies d'outre-mer, mais aussi ceux des peuples de l'hexagone, des peuples dits de l'intérieur, Corse incluse.

En 1969, le congrès de Dijon parle d'une exploitation de type colonialiste dans des régions dites sous-développées. La reconnaissance de la notion de Minorités ethniques, termes auxquels va se substituer très vite ceux de Minorités nationales, s'impose en 1971 au congrès de Lille, puis en 1972 celui du droit des peuples à l'autodétermination.

Il faut dire que si les camarades corses au sein du PSU ont travaillé cette notion de la colonisation capitaliste, ils ont été rejoints très vite par les catalans, les basques, les bretons notamment, liant dans leurs analyses lutte de classe et lutte nationale.

Mais cette orientation nouvelle est à mettre en lien avec des pratiques de lutte :

- C'est en 1972 la grève du Joint Français à Saint-Brieuc, 1^{ère} grève nationale bretonne. Toute la région est mobilisée. 8 semaines de grève. Fort soutien de la fédération bretonne du PSU et du député-maire PSU, Yves le Foll.

- En 1972, à ma demande⁵, le congrès fédéral approuve la transformation de la Fédération des Pyrénées-Orientales en Fédération catalane du PSU.

- En 1972-1973, c'est l'affaire dites des "boues rouges" déversées à Livourne, soit à 120kms de la Corse (Bastia). Une adhérente PSU travaillant pour le CNRS sur les cétacés découvre le pot-aux-roses de la pollution. L'île fut agitée pendant au moins deux ans (grèves, barrages des ports par les pêcheurs, etc.).

- Juillet 1975. Est publié un document de la Fédérationcorse du PSU (24 pages) intitulé *La question nationale corse*. Extrait : « Le PSU vise à mettre en place des structures autonomes de démocratie

⁵ J'étais alors secrétaire fédéral du département 66.

directe, de réunir les citoyens corses, hommes et femmes, dans des assemblées populaires, afin qu'ils exercent directement leur pouvoir et imposent leur propre légalité ».

- En 1976, un document sur le même thème est présenté par le PSU-Fédération Pays Basque publiant deux textes, l'un voté à Saint-Palais en mai 73 et l'autre en septembre 1974.

- Août 1975. Occupation de la cave viticole d'Aléria par des militants de l'ARC dont Edmond Simeoni (père de Gilles Simeoni, actuel président du Conseil exécutif de Corse). 2 CRS tués. Il est arrêté. Un comité anti-répression se crée à Ajaccio. Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU Corse devient le porte-parole du comité. Il fera 4 mois de prison à Monluc à Lyon, sans aucun procès, suite à un attentat à l'aéroport d'Ajaccio, revendiqué par le FLNC.

- 1979. Le PSU reconnaît le caractère multinational de l'État français (congrès national de Saint-Étienne).

73) Lutte anti-nucléaire

Mais la lutte anti-nucléaire (et ce thème faisait clivage à gauche) est un front auquel participe le PSU dès le début : c'est notamment le cas en avril 1971 lors de la lutte contre l'implantation de la centrale nucléaire de Fessenheim. Le PSU sera présent ensuite lors de celles de Bugey, d'Erdevin, Port-la-Nouvelle, Plogoff, Creys-Malville, Nogent-sur Seine, Blaye, etc.

74) Lutte pour les droits des femmes⁶

Le PSU est largement impliqué dans les sections locales et au niveau national au soutien du MFPPF (Mouvement Français pour le Planning Familial), ainsi qu'aux luttes qui vont suivre : pour la légalisation de la contraception, autorisée par la loi en 1967, pour le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour les travaux de valeur égale reconnu en 1972, pour l'autorisation et la gratuité de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) reconnue en 1975 grâce aux luttes des femmes avec le MLAC, pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes établie en 1983.

7) Quel type d'organisation ?

La question du Bloc de pouvoir et celle de l'organisation relèvent donc d'une dialectique complexe.

Quel constat est-il possible de faire à cet égard ?

- La démocratie bourgeoise est à un moment critique de son évolution de par le monde : à quoi cela sert-il de voter se demandent nombre d'électeurs qui se réfugient dans l'abstentionnisme, les votes blancs ou nuls ou simplement protestataires ?
- Le parti n'est plus le seul lieu de la dialectique de l'action et de la pensée. Aucun parti ne permet de rassembler ou de fédérer les mouvements sociaux (à supposer que les uns et les autres se fixent cet objectif).

Tous les mouvements lycéens, écolo, féministes, nationalistes, homosexuels, de nombreux corps professionnels de la police aux infirmières, des cheminots à la RATP ont connu, après des phases de mobilisation, des phases de repli, pour des groupes fragmentés, sectorisés, incapables eux aussi d'articuler leurs visées et leurs moyens en termes communs à la fois objectivement pertinents et mobilisateurs dans la durée⁷.

⁶Il y a bien d'autres présences du PSU dans d'autres mouvements marquants : Lip, Larzac, syndicat et comités de soldats, MIVOC (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan), Paysans-travailleurs, etc.

⁷Ce texte est écrit avant l'appel du 5 décembre.

Et pourtant ce désordre réel est aussi un appel à un nouvel ordre, plus juste, plus égalitaire, plus solidaire, partagé par beaucoup. Et sur ce thème Christophe Aguiton, Pierre Khalfa, Pierre Cour-Salies, Philippe Corcuff et d'autres ont analysé ces situations, dans un débat non clos. Je songe aussi à Étienne Balibar disant à propos des gilets jaunes : « On n'a pas vu beaucoup de jeunes de banlieues ou migrants aux côtés des gilets jaunes ». Ou bien à cette Louiza, 18 ans, qui, dans le cadre d'une recherche participative sur la présence des jeunes dans le mouvement des gilets jaunes, lors d'une table-ronde a déclaré le 23/5/2019 : « Dans ce mouvement, les classes populaires sont peu présentes. Globalement, dans les banlieues il n'y a pas de ronds-points bloqués. À Aubervilliers il n'y en a pas. À La Courneuve non plus ».

- Le parti est perçu comme une machine électorale surdéterminée par l'enjeu des élections (surtout présidentielles). D'où la crise du rapport des citoyens à l'action politique (voir l'ouvrage de Pierre Rosanvallon : *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance* en 2006).

Cette défiance de masse vis-à-vis de la représentation politique explique non le désengagement, mais tout simplement l'absence des laissés pour compte, des déclassés, des souffrants dans le jeu institutionnel vis-à-vis duquel ils prennent leurs distances, sans oublier les déçus de la gauche traditionnelle.

- Mais les mouvements sociaux ne sont pas exempts de critiques. Beaucoup d'éléments de ce type ont été écrits sur les gilets jaunes mais pas seulement. Par exemple, dans *Le Monde* des 29 et 30 septembre 2019, le sociologue Olivier Galland écrit à propos du mouvement initié par Greta Thunberg sur le climat l'ambiguïté de cette démarche : « Est-il un pur mouvement de dénonciation ayant une portée radicale, mais dont les débouchés politiques restent difficiles à appréhender, ou un mouvement voulant aboutir à des propositions applicables ? Jusqu'à présent, on a plus entendu le son de la dénonciation que celui de la proposition. Cela peut attirer la partie des jeunes qui ont une fibre protestataire. Mais si l'on reste dans cette seule tonalité, il me semble peu probable que cela permette d'enclencher dans notre pays un large mouvement de masse. Cela pose finalement la difficile question de l'articulation entre un mouvement citoyen et des débouchés politiques ».

- Mais alors que faire ? Faut-il promouvoir de « nouvelles alliances », des « articulations » inédites et des « recompositions politiques » comme le suggère l'article de Pierre Khalfa et Christophe Aguiton sur le site d'Attac le 1^{er} octobre 2019 ?

Faut-il envisager à terme la création d'un forum citoyen permanent ou une Conférence nationale démocratique ? En tout cas, il semble inéluctable de prévoir une structure à inventer ouverte vers l'extérieur et sensible aux mutations en cours et à venir :

- avec des liens d'égalité entre des acteurs multiples
- avec un respect des fonctions diversifiées des participants
- avec le respect de l'autonomie des groupes et des organisations qui la composent.

Il faudra chercher des accords, voire des contrats entre une pluralité de légitimités, car tous les mouvements sociaux posent aussi la question du rapport au pouvoir autour de cette question "Qui décide ? ", remettant ainsi en cause la légitimité des décideurs institutionnels d'aujourd'hui.

D'où l'émergence du principe de la souveraineté populaire, à travers la démocratisation de la décision dans la reconnaissance d'une pluralité des savoirs et des capacités d'expertise.

Une stratégie autogestionnaire devrait prendre en compte l'individu et son rôle social et citoyen, non pour le renvoyer à lui-même comme le fait la droite (gagner plus, devenir auto-entrepreneur affirmant ainsi sa liberté), mais pour le considérer acteur des dynamiques collectives. Le principe de souveraineté populaire suppose que chacun et chacune dispose d'un pouvoir, non pour désigner

quelqu'un qui décide en son nom, mais pour rendre constitutionnels de nouveaux processus délibératifs et décisionnaires désormais appropriés par les citoyens.

Chacun dans le débat collectif doit occuper le maximum de pouvoir législatif et exécutif dans l'élaboration des décisions s'appliquant des niveaux décentralisés les plus simples aux niveaux les plus synthétiques, voire les plus complexes.

Des consultations générales locales, régionales, nationales sont à prévoir selon des modalités à définir que cela s'appelle référendum d'initiative populaire ou référendum d'initiative citoyenne. De même il faut admettre le recours à des représentants ou délégués sur un temps limité, révocables avec une rotation de cette fonction et un contrôle des mandants.

8) Conclusion

Pour Alain Badiou, dans un article paru dans *Politis* en 2009, « Le problème politique central est bien celui de l'organisation capable de surmonter les segmentations ».

Le projet proposé dans ces quelques pages est de construire un modèle pédagogique politique instituant qui puisse dépasser les fragmentations entre la pensée et l'action, la théorie et la pratique, le connaître et le faire, les valeurs, les intentions et les réalisations, les sens et l'efficacité.

Dans cette perspective d'un projet combiné avec des objectifs opératoires, le parti est-il la forme unique, voire obligée de la dialectique révolutionnaire ? Ce n'est pas certain.

Le lieu pertinent est celui capable d'alimenter le débat sur une praxis politique (mise en tension permanente et circulaire de deux logiques différentes, celle de la théorie et celle de la pratique) relevant d'un projet de transformation sociale dans la rencontre difficile du mouvement des masses en action et d'un espace d'élaboration, d'un temps réflexif, vers une intelligence collective à propos de la société à effacer et de celle à vivre.

En ce sens Mai 68 a été un moment d'une approche balbutiante :

- d'une autonomie de l'action populaire de ce temps dans le secteur ouvrier, paysan et étudiant, préparant l'avenir des luttes contre les injustices ou pour les droits des femmes, des écologistes, des sans-papiers, des immigrés, des peuples, des sans-logis, etc.

- de l'aspiration à une organisation nouvelle qui ne relève plus du parti d'avant-garde et qui ne soit pas non plus dans la logique du « chien crevé au fil de l'eau », en intégrant les hésitations, les retour-en-arrière sur le plan tactique

À quand donc un forum démocratique permanent, ni simple capteur à son bénéfice des mouvements sociaux, ni simple reflet des différents groupes qui le composent ?

Et comment chacun des acteurs collectifs devra-t-il se comporter dans l'échange entre discours différents pour surmonter l'hétérogénéité ? Réponse :

- avec lucidité, attention, complicité, modestie et critique

- avec le souci de la facilitation collective de la rencontre entre mouvements, expérimentations et innovations sociales, acteurs syndicaux, de l'éducation nouvelle ancienne ou nouvelle, de la coopération et de la vie associative, et bien sûr des partis politiques, tous s'engageant dans cette démarche.

Alors la politique c'est-à-dire la question du pouvoir serait plus facilement crédible, dans une démocratie perpétuelle à interroger, à élargir, à approfondir, perçue enfin comme l'enjeu principal du temps.

Il existe déjà beaucoup d'initiatives, d'analyses, de motions et d'appels (y compris au sein d'Ensemble, où il faudrait désormais aussi songer à rassembler alors qu'on y observe parfois des signatures identiques sur plusieurs textes qui abordent cette hypothèse de travail de façon très proche).

Mais n'ayant vu dans ces documents aucune référence significative au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, je fais partie de ceux, qui tout en étant attentifs, s'abstiennent de s'y intégrer au-delà d'une confrontation réflexive amicale, mais sans autre engagement.

En résumé, comment ne pas faire sien ce texte que beaucoup d'entre vous connaissent déjà, mais il n'y en aurait qu'un parmi vous qui l'ignorerait, cela me suffirait. Il s'agit de la déclaration de la Commune de Paris, avant les élections municipales du 26 mars 1871, signée Comité central de la Garde nationale :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS 1871

APPEL AUX ÉLECTEURS PARISIENS

CITOYENS,

Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre vie, souffrant des mêmes maux.

Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt et finissent toujours par se considérer comme indispensables.

Défiez-vous également des parleurs, incapables de passer à l'action ; ils sacrifieront tout à un beau discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. Évitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages ; le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à choisir leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

CITOYENS,

Nous sommes convaincus que si vous tenez compte de ces observations, vous aurez enfin inauguré la véritable représentation populaire, vous aurez trouvé des mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres.

Hôtel de ville de Paris, le 25 mars 1871.

COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

IMPRIMERIE VIVE LA RÉVOLUTION ! - Mars 2007

Et souvenons-nous :

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes

Ni Dieu, ni César, ni tribun ».

P.S. La réflexion est à prolonger. Apporter quelques réponses ne résout pas toutes les questions de façon satisfaisante et en posant de nouvelles pour la route. En vrac, elles m'ont tenu pendant le temps difficile de cette écriture.

Questions

- *Faut-il tendre vers l'abolition de la démocratie représentative et de l'exercice du pouvoir comme métier ?*

- *Comment mettre en tension vivifiante la nécessaire et souhaitable émancipation signifiant à la fois l'auto-émancipation individuelle et l'auto-émancipation collective dans les multiples dimensions que cette émancipation suppose ?*

- *Comment produire un dialogue fécond, fraternel et cependant critique entre les différentes autonomies que constituent des entités plus ou moins structurées dans le mouvement social ?*

- *Comment aboutir à un contrat entre des pratiques immédiates et des perspectives plus lointaines, contrat pouvant aboutir à une coalition significative et durable vers une alternative au capitalisme ?*

- *Comment vivre, accroître et élargir une démocratie fondée sur une capacité des individus et des groupes à s'auto-organiser, en évitant les pièges de la bureaucratie et de la technocratie, en renforçant les facultés à analyser les enjeux, à trouver des solutions qui renforcent la liance sociale, ne s'illusionnant pas sur une reconstruction autour d'un leader (individu ou collectif) tout-puissant désirant régner sur une masse indéterminée ? Refus donc du parti-guide ou de l'avant-garde, avec un récit quasi héroïque de la révolution (« quartier général du prolétariat ») ou de la montre molle de la social-démocratie.*

- *Comment libérer à la fois la justice sociale et les processus d'individuation de personnes ? Comment affirmer la nécessité d'une construction de soi qui ne soit pas seulement un héritage des anciennes socialisations (le clan, la famille, la communauté), ni l'individualisme supposant la compétition de tous contre tous dans le cadre néo-libéral dominant aujourd'hui, mais plutôt la recherche d'espaces d'autonomie et de liberté, en tension bénéfique dans le cadre des dimensions collectives de l'autogestion ?*

- *Comment gérer le conflit potentiel entre les différents pouvoirs institués et une démarche instituant dynamisée par l'auto-organisation des salariés/es, des consommateurs/trices, des apprenants/es et de tous les groupes qui irriguent la société tout entière ?*

- *Comment faire société dans l'unité du multiple ?*

- *Comment définir l'espace démocratique ? Comment l'imaginaire des individus et des collectifs peuvent-ils donner sens commun aux actions humaines (parfois de façon partiellement consciente) ?*

Car, comme l'expliquait le sociologue et psychanalyste bordelais Jean-Paul Aribat, aujourd'hui décédé : « La dimension essentielle de l'action, c'est la surprise... L'homme est un migrant, un errant et l'action vient relancer ses errances... L'acte, c'est espérer introduire une coupure ».

Jean-Claude Gillet, universitaire retraité et militant actif. Université d'automne d'Ensemble. Agde le vendredi 1^{er} novembre 2019.